

La voix de l'opposition de gauche

Le 9 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Comme ma compagne est absente les trois premiers jours de la semaine, j'en profite pour bosser tranquillement, non-stop, il n'y a personne pour interrompre mes pensées, donc je peux davantage me concentrer sur mon sujet. Vous savez tout !

Sa mère, qui a environ 75 ans, a balancé à la poubelle et brûlé le sac plastique qui contenait les 7 chemisiers tout neufs que je lui avais fait faire sur mesure et que je lui avais offerts pour Diwali ! C'était la connerie du jour ! Sur le coup, j'ai fait celui qui était en colère parce que personne ne s'occupe d'elle, puis je me suis marré, j'y suis tellement habitué !

Non mais sans déconner, je plains ceux qui ne supportent pas les préjugés des masses arriérées, moi je n'y fais pas attention, car ici en Inde ce serait à devenir fou !

Tenez, hier soir j'ai regardé un film français en noir et blanc des années 50 je crois, Raboliot, l'histoire se déroulait en Sologne, un journalier à la campagne, braconnier à ses heures injustement poursuivi, refusant de purger une peine de prison dérisoire (un mois) qui n'aurait rien changé à sa vie, il choisira la fuite et la rébellion pour défendre son honneur, erreur d'appréciation fatale puisqu'elle le conduira à commettre un meurtre sur la personne du garde forestier qui le harcelait, et qui non seulement avait monté son épouse contre lui pendant son absence, mais était parvenu à la séduire, fin dramatique et injuste.

En écoutant les dialogues et en observant les rapports qu'avaient entre eux les différents personnages, je me suis dit que les gens étaient beaucoup plus libres et plus heureux à cette époque par rapport à maintenant. Comme le dit l'auteur d'un article que j'ai reproduit plus loin "*Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto dérision traditionnelle ou même la satire*" sous peine d'être mis au ban de la société ou d'être "*condamnés devant les tribunaux*", quel horreur ce pays est devenu! Cela fait réfléchir.

Je n'ai jamais été un adepte de propos grivois, et quand j'en entends, je m'en fous éperdument. Je n'ai pas l'état d'esprit d'un policier de la pensée comme cela s'est beaucoup trop répandu également dans le mouvement ouvrier, hélas ! Ceux qui les condamnent sont en réalité coupés de la classe ouvrière, ils ne la connaissent pas, ils ne méritent pas de la représenter, ils la méprisent. Comme cela doit être difficile de supporter ces procureurs généraux, et pourtant on n'a pas le choix, quelle bien triste compagnie ! Bref, ici la vie du prolétariat est très dure, tout est pourri, mais au moins on se marre bien, entre nous, en public, n'importe où, on a au moins cette liberté, vous, vous n'avez même plus cela et c'est bien triste.

Tenez, vaut mieux moins mais meilleur, que plus mais pire ! Ce sera l'aphorisme du jour dans la bonne humeur, que j'espère avoir pu transmettre à certains, quant aux autres, ils riront jaune, sans gilet ! (Rire !)

● [Au format pdf \(pages\)](#)

On se répète, mais c'est inévitable !

(Et puis comme je ne fais pas partie des perroquets qui reproduisent les discours de leurs dirigeants, cela me permet de vérifier que je n'ai pas dit des conneries précédemment ou de les corriger !)

Toute discussion sur la situation politique, les institutions, la Constitution, la République, la démocratie, etc. ne servent à rien ou à pas grand chose si elles font l'impasse sur la situation économique qui est à l'origine de la lutte des classes, et encore faut-il cesser d'imaginer que le capitalisme n'aurait pas évolué depuis son passage à l'impérialisme au début du XXe siècle.

Car depuis que les oligarques se sont octroyés le pouvoir politique de se transformer en faux monnayeurs en toute impunité, penser la situation économique uniquement en terme de crise dans le cadre du capitalisme est insuffisant, dépassé, dérisoire, voire obsolète, et ne permet pas de comprendre ce qui se passe, encore moins de le prévoir, puisqu'ils recourent dorénavant à des facteurs ou des règles qui sont déconnectés du fonctionnement du capitalisme, qui pour ainsi dire n'ont plus rien à voir avec l'économie, mais dépendent uniquement de la nature et de leur volonté à préserver à long terme les privilèges de leur caste, leur survie au détriment de celle du reste de l'humanité qui est devenu son ennemi. Leur stratégie politique est dictée par cet unique objectif, et non celui de continuer à exercer leur hégémonie de classe dans le cadre du capitalisme, ce qu'ils ne cessent de démontrer et qu'on s'emploie à ignorer, d'où notre incapacité à définir une stratégie pour préparer les masses à les affronter pour les vaincre.

Ce n'est pas seulement l'évolution à venir du capitalisme et le développement de la lutte de classes qui les condamne à disparaître en supposant que le prolétariat parvienne à s'emparer du pouvoir politique, mais la démographie mondiale exponentielle, qui ne cesse de croître pour atteindre bientôt 10 milliards d'habitants, puis 12, 15, plus encore, et qui dans ces conditions sape leur propre survie si leurs besoins devaient être satisfaits, j'entends leurs besoins les plus élémentaires, alimentation, eau, santé, logement, espace vital, énergie, qui s'accompagnent de défis gigantesques, impossible à maîtriser, sans oublier leurs inévitables conséquences, violence, insécurité, pollution, déchet, etc. le tout rendant la société et le monde quasiment invivable, y compris pour eux.

Qu'on partage ou non cette analyse, peu importe ici, toujours est-il que contrairement à nous ils ont parfaitement conscience de la direction dans laquelle s'oriente le monde et qu'elle est incompatible avec l'idée même de civilisation humaine, ce n'est évidemment pas cela qui les choque, mais qu'ils en soient victimes eux-mêmes et ils s'y refusent. Du coup, ils entendent dessiner l'avenir ou le sort de l'espèce humaine uniquement en fonction de leurs besoins pour perpétuer leur propre espèce. Oui, on peut affirmer qu'à présent ils considèrent globalement l'espèce humaine comme leur ennemi, ce qui peut paraître incroyable quand on n'a pas en tête leur détermination sans faille et leur cynisme sans fond.

Les discours que tiennent les uns et les autres sont inconsistants, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la dimension historique de cette stratégie qui conduit à la disparition de la civilisation humaine. On nous dit que les Etats ne pourront jamais rembourser leurs gigantesques dettes à l'oligarchie, on nous dit qu'elle continue de s'enrichir encore et encore, on observe qu'elle continue de fabriquer des milliers de milliards de dollars, euros, yen, livre qu'elle se distribue par l'intermédiaire des banques centrales, on veut bien admettre qu'elle n'a plus d'autre recours que la fuite en avant, mais quand il s'agit de se demander pourquoi, d'essayer de comprendre ce qui se passe réellement, on ne nous fournit aucune explication cohérente ou sérieuse. On devrait se contenter d'un constat, c'est à croire qu'il s'agirait encore d'un sujet tabou parce que les sacro-saintes lois du capitalisme sont violées, et personne ne veut admettre que c'est possible et c'est pourtant le cas. Les actifs de la banque américaine Goldman Sachs se montent à 700 milliards de dollars, autrement dit selon le ratio en vigueur, elle dispose auprès de la Fed de 7.000 milliards de dollars pour spéculer sur le marché mondial ou faire tranquillement ses affaires, et toutes les autres grandes banques bénéficient des mêmes facilités, Citi, JP Morgan, Chase Manhattan Bank, etc. ce qui leur donne un pouvoir supérieur à n'importe quel Etat dans le monde. Et ces sommes phénoménales d'argent ne figure nulle part au bilan de la Fed, pourquoi faire puisqu'elle figurerait à la fois dans la colonne des actifs et des passifs, les deux s'équilibrant égal à zéro et le tour est joué, circulez il n'y a rien à voir ! Mais qui donne ce pouvoir à la Fed ? Question stupide puisque la Fed, c'est eux, ce sont eux qui détiennent la planche à billets ! En fait, c'est tellement rudimentaire que tout le monde ou presque passe à côté.

Le capitalisme est virtuellement en faillite, et ils le maintiennent artificiellement en survie en recourant à des procédés financiers mafieux, ils ont même été jusqu'à hypothéquer la plus-value qu'il dégagerait au cours des prochaines décennies, de sorte que réduit à l'état de banqueroute, paradoxalement ils en viennent à devoir le financer pour éviter qu'il ne tombe en ruine, car ils craignent que sur ses ruines le prolétariat bâtit une autre société d'où ils seraient exclus. Ils ne volent pas à son secours pour le sauver mais pour en conserver le contrôle, y compris de son effondrement qui ne peut être que programmé, qui n'interviendra ni n'importe quand ou dans n'importe quelle circonstance, ni n'importe où, il interviendra quand ils l'auront décidé, ni avant ni après, de toutes manières ils ont les moyens de l'empêcher avec la puissance financière dont ils disposent, pour ainsi dire illimitée.

Il faut être bien naïf ou complètement ignorant pour ne pas avoir compris que depuis 1929 toutes les crises économiques ou financières qui se sont produites dans le monde ont été planifiées, il faut ne pas avoir à l'esprit que 24h/24 ils ont le pouvoir de la déclencher, de la laisser se développer, de la stopper, bref de

siffler la fin de la partie et de rafler la mise au passage, après avoir ruiné des Etats, les avoir conduit à la guerre, avoir dépouillé des centaines de milliers de petits actionnaires, avoir mis la main sur des pans de l'économie d'un pays ou certains secteurs économiques qui leur échappaient encore ou dans lesquels ils voulaient renforcer leur présence, etc. Ne dites pas que vous n'en croyez pas un mot, vérifiez-le vous-mêmes, faites comme moi, lisez les documents qui figurent sur le Net et vous en aurez confirmation. Je vais vous dire un truc, tant que je n'avais pas lu de mes propres yeux, je ne le croyais pas, et je ne me suis pas contenté d'un seul document, j'ai continué mes recherches, j'ai recoupé les informations que j'avais obtenues, j'ai vérifié les sources.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi ils n'arrosent pas le monde entier de millions de milliards de dollars pour que l'humanité toute entière partage leur bonheur puisqu'ils en ont le pouvoir, au lieu de les haïr ils seraient vénérés, mais parce que ce n'est pas leur objectif, car même dans ce cas-là les besoins de la population mondiale entreraient en concurrence avec les leurs qui seraient relativement modestes compte tenu qu'ils représentent moins d'1% de la population mondiale, du coup ils ne peuvent que la considérer que comme leur ennemi pour les raisons que j'ai indiquées plus haut. Cela sous-entend un certain nombre de choses que nous n'avons fait qu'effleurer, dont la réduction de la population mondiale. Comment ils comptent s'y prendre pour y parvenir, je l'ignore et je crois bien qu'ils l'ignorent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont aucune idée du rythme et du délais dans lesquels cela pourrait se réaliser ou ils sont divisés sur les moyens à appliquer pour atteindre cet objectif pour le moment hypothétique, puisque la population mondiale continue d'augmenter, et encore faudrait-il qu'ils soient sans risque pour eux, on ne s'avancera pas au-delà sur ce sujet, car ce serait de la pure spéculation. Et n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées !

On vient de voir très rapidement que notre ennemi disposait d'importants moyens pour mener à bien sa politique ou sa stratégie, il dispose en fait de tous les pouvoirs, économique, politique, judiciaire, médiatique, et il s'en sert pour mener sa lutte de classe contre les exploités et les opprimés...

Nous de notre côté, nous disposons du mouvement ouvrier, de sa longue expérience, de sa tradition révolutionnaire, des enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes principalement, de nos propres forces, de notre volonté intacte à refuser de se résigner à vivre en esclavage, nous disposons de la légitimité puisque nous sommes l'immense majorité de la population et que nous partageons les mêmes besoins ou aspirations à la justice sociale, au bien-être, à l'épanouissement individuel, à vivre en harmonie avec tous les peuples, en paix, et surtout nous disposons du droit politique de nous organiser pour décider librement qui doit détenir la pouvoir, qui doit gouverner, sur quelle base sociale doit reposer la société, son orientation, de sorte que l'humanité puisse relayer au musée de la préhistoire l'exploitation de l'homme par l'homme, toute forme d'oppression ou de servitude exercée par des hommes sur d'autres hommes.

Notre ennemi ne s'embarrasse pas de ce qu'on pense de lui ou de sa stratégie, il suit sa route, et bien faisons de même, tenons-nous en résolument, strictement à notre terrain de classe, nous sommes le nombre, nous sommes la force, la légitimité est de notre côté, faisons en sorte que la prochaine étape du processus dialectique matérialiste et historique soit en notre faveur, et rira bien qui rira le dernier !

Car oui, même la mafia, la mafia financière en fait partie !

Qu'est-ce que c'est que l'« extrême centre », le centrisme, le "ni de droite ni de gauche" dont se réclame Macron ?

Dans la rubrique ils osent tout. Comment les médias dominants manipulent les consciences en faisant passer pour démocrates des "experts" travaillant dans un magazine britannique de l'oligarchie financière, détenu par la famille Agnelli et Rothschild, voué à la propagation du néolibéralisme.

Et en quoi consiste exactement son "*indice de démocratie*" ? Tenez-vous bien : Le libéralisme économique, le libre-échange, la dérégulation financière, le libéralisme sociétal, mais encore : Margaret Thatcher, Ronald Reagan, John Kerry, Barack Obama, Bill Clinton, Nicolas Sarkozy, mais encore : le général Pinochet !

Délirant, incroyable, mais vrai !

Dans un article du 9 janvier Le HuffPost relate un "*classement annuel des démocraties*" établi par "*un groupe d'experts*" de "*The Economist Intelligence Unit*".

La cible : L'Italie ou plutôt le gouvernement italien. (Ce pourrait être le gouvernement vénézuélien ou bolivien. - LVOG)

En cause: sa position anti-immigration, il a "fermé les ports italiens aux navires ayant secouru des migrants".

Conclusion : "De nouveaux dangers potentiels pour réduire les libertés des citoyens."

Qu'est ce que c'est The Economist Intelligence Unit ?

(Sur leur site Internet.)

- "We are the research and analysis division of The Economist Group, the sister company to The Economist newspaper."

Donc un département de The Economist.

(Sur Wikipédia)

Qu'est ce que c'est The Economist ?

The Economist est un magazine d'actualité hebdomadaire britannique. Il est l'un des hebdomadaires de référence à l'échelle mondiale, ciblant une population hautement éduquée.

L'Obs et Le Monde diplomatique le citent comme l'hebdomadaire « le plus influent du monde ».

The Economist est l'une des marques de The Economist Group, qui possède également l'Economist Intelligence Unit, proposant des recherches et des analyses pour conseiller ses clients et connue pour son indice de démocratie. Il détient également l'Economist Intelligence Unit.

Le groupe était possédé à hauteur de 50 % par Pearson de 1928 à 2015. En août 2015, Pearson, après avoir vendu le Financial Times, annonce la vente pour 469 millions de livres de sa participation dans The Economist Group, au groupe italien Exor (la famille Agnelli) et à la famille Rothschild.

Les États-Unis sont le pays étranger comportant le plus de journalistes.

À l'inverse de la majorité des journaux actuels, aucun journaliste ne signe ses articles, même le nom rédacteur en chef n'est pas mentionné dans un signat. The Economist justifie cet anonymat par la volonté de ne s'exprimer que par une seule voix commune, définie lors de réunions hebdomadaires, plutôt que par une multitude de voix aux opinions diverses : dans une sorte de « centralisme démocratique », chaque article devient une « œuvre collective ». (C'est en réalité l'inverse du « centralisme démocratique », puisqu'ici le directeur de la rédaction ou le rédacteur en chef fait un briefing à son troupeau de moutons de rédacteurs ou il leur dicte la ligne politique adoptée par la direction politique du journal qu'ils doivent suivre à la lettre. Le véritable centralisme démocratique, c'est quand l'ensemble des participants à une réunion peuvent s'exprimer et soumettre librement leur position sur une question, ensuite ils votent et la position qui a obtenue la majorité des voix est adoptée, et tous s'engagent à la défendre loyalement. - LVOG)

The Economist est fondé par James Wilson en 1843 et paraît pour la première fois en septembre de la même année. Il est créé pour soutenir la campagne demandant l'abrogation des Corn Laws, lois protectionnistes sur les céréales, et pour promouvoir le libre-échange. Son titre reflète alors cette orientation politique marquée, le terme « économisme » désignant à l'époque principalement le libéralisme économique (On dirait l'ultra libéralisme ou le néolibéralisme, le néoconservatisme de nos jours. - LVOG). Bien que les Corn Laws soient abolies en 1846, le journal perdure, restant fidèle aux idées libérales de Wilson. Karl Marx décrit en ce temps le journal comme « l'organe européen » de « l'aristocratie des finances ».

Le magazine est tiré à 1,3 million d'exemplaires en 2007 puis 1,6 million en 2015.

Selon l'étude de 2006 de l'Audit Bureau of Circulations, l'organisme de mesure anglais, 53 % des lecteurs sont nord-américains, 14 % britanniques et 19 % d'Europe continentale. 40 000 exemplaires sont vendus en France chaque semaine.

Le revenu annuel moyen des lecteurs du journal est de 200 000 dollars ; la publication est largement bénéficiaire avec 411 millions de chiffre d'affaires en 2015 dont 75 millions de bénéfice opérationnel.

The Economist se considère comme d' « extrême-centre » et comme partisan d'un libéralisme inspiré d'Adam Smith, de John Stuart Mill et de William Ewart Gladstone, s'opposant à toute limitation injustifiée des libertés individuelles, qu'elles soient économiques ou personnelles. (Qui décide qu'elle est "injustifiée" ou la limite à ne pas dépasser ? Le législateur au service de l'oligarchie ! - LVOG) Il prend ainsi position en faveur à la fois d'un libéralisme économique, notamment le libre-échange et la dérégulation, et d'un libéralisme sociétal, en défendant par exemple la légalisation des drogues et le mariage homosexuel. (Intéressant n'est-ce pas ? Vous avez là la confirmation que c'est bien l'oligarchie financière qui est à l'origine de toutes ces campagnes identitaires ou communautaristes. - LVOG)

Il a soutenu des dirigeants politiques conservateurs comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan comme des travaillistes (Tony Blair) ou des démocrates (John Kerry, Barack Obama et Bill Clinton). Le journal a pris parti dans l'élection présidentielle française en soutenant Nicolas Sarkozy. (D'où vient leur amalgame rouge-brun ? De la confusion des rôles entre la droite et la gauche, des républicains et des démocrates qu'ils ont camouflée si longtemps avec le soutien de nos dirigeants. - LVOG)

Partisan de l'intervention américaine au Viêt Nam. Le journal donne une couverture plutôt favorable au putsch du général Pinochet en 1973.

Sur l'échiquier politique anglais, The Economist se définit lui-même comme proche des radicaux, voyant dans l'« extrême centre » sa position historique. (Source : Wikipedia.org)

Ce ne serait pas plutôt l'inverse, faisons notre révolution pour écrire une nouvelle Constitution ?

Mais notez bien que nous devrions rédiger un projet de Constitution. D'ailleurs, vous ne vous êtes jamais demandés pourquoi tous ces partis (POID, POI, NPA, LO) partisans de la rupture avec la Ve République ne s'y sont jamais attelés, tout du moins à ma connaissance ? Quel formidable outil de propagande il aurait été depuis...1958 !

"Nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution"

- Les Gilets-Jaunes provoquent la restauration de la Constitution par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

LVOG - Ce texte était bourré d'illusions dans le régime que je n'ai pas reproduites, celles qui restent et que je n'ai pas pu couper sont inoffensives. Il y est fait également références à quelques personnes que l'on jugera plus ou moins infrequentables, François Asselineau, Etienne Chouard, Natacha Polony, Dieudonné, Michel Onfray, et je vous en ai évité d'autres bien pire encore ! C'est malheureusement inévitable dans ce genre d'articles destinés à un large public.

On retiendra son côté pédagogique à la portée de tous, l'auteur va à l'essentiel et on voit qu'il maîtrise son sujet, et on peut penser qu'au terme de sa lecture le lecteur aura appris ou retenu quelque chose, c'est l'essentiel, ce qui est rarement le cas des articles publiés dans les hebdomadaires des partis ouvriers, énoncer leurs défauts serait trop long ici.

Extraits.

Le premier ennemi du peuple c'est un État qui se croit tout permis parce qu'il pense qu'il détient un pouvoir qu'il s'est attribué mais que jamais personne ne lui a donné. Le second ennemi du peuple c'est le même État qui veut faire croire qu'il est innocent. Le troisième ennemi du peuple, c'est l'État qui, se croyant ou se considérant innocent, pense que le peuple ne peut en aucun cas se permettre une incroyance en cette innocence. C'est ainsi qu'il fait passer la conscience d'une volonté démocratique du peuple à la croyance

théocratique qui lui liera les mains. Si l'État se fait passer pour innocent, c'est parce qu'il se réfère à un principe supérieur à celui de la souveraineté constituante du peuple : le principe pontificaliste théocratique qui fait de l'État le Pontife de la société laïque. Voilà pourquoi le premier terroriste menaçant le peuple c'est l'État. Il n'est donc nullement étonnant que l'État réprime abusivement le peuple et organise l'oppression du peuple en gérant son management de la terreur.

Si les « élites » se sont attribuées un pouvoir, c'est parce que le peuple a été dépossédé de sa souveraineté qui aurait naturellement organisé un contre-pouvoir contrôlant tout abus de pouvoir. Nous allons voir comment ce tour de passe-passe s'est réalisé.

Une Constitution c'est l'expression de la souveraineté du peuple. Ensuite, les parlementaires sont des législateurs qui vont mettre au service du peuple leur compétence pour élaborer des lois qui ne seront que le reflet de ce qui est exprimé dans la Constitution. La référence au socle constitutionnel est primordiale. La Constitution qui exprime la volonté souveraine et démocratique du peuple, n'est une Constitution qu'à la condition d'avoir été écrite par le peuple. Seul le peuple peut donc modifier la Constitution. Aucun Parlement, aucun Sénat, aucun Gouvernement ni aucun Président de la République ne peut modifier une virgule de la Constitution. La Constitution écrite par le peuple constituant définit le cadre dans lequel le service de la représentation doit s'exercer. Aucun pouvoir n'est donné à personne. Le Président et tous les représentants du peuple sont au service exclusif des intérêts réels du bien commun du peuple. La liberté, la sécurité, les intérêts du bien commun sont assurés par les lois qui explicitent la Constitution en étant compatibles avec elle.

Le peuple accepte d'être gouverné par un Gouvernement dans la mesure où l'exercice de son service est encadré, limité, par la Constitution que le peuple lui-même a rédigée et que lui seul peut modifier.

Etienne Chouard, logiquement très critiqué par les chiens de garde du système, dit que « Le problème qui nous concerne, c'est notre dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Nous devrions refuser d'appeler « Constitution », des textes qui, au lieu d'être des protections, sont des prisons. » (Cf., Etienne Chouard, invité par Natacha Polony sur Polony.tv, le 02 décembre 2017, « Nous ne sommes pas en démocratie » ; visionner également la vidéo Etienne Chouard, le 04 août 2017, entretien chez Thinkerview)

Dès qu'une représentation se permet de toucher ou de modifier, une Constitution, il n'est plus une représentation mais une usurpation, un délit de pouvoir, une forme de putschisme politique, un coup d'État juridique illégal.

James Madison (1751-1836, quatrième président des États-Unis d'Amérique, de 1809 à 1817), écrivait : « Là où règne un excès de pouvoir, aucune propriété n'est dûment respectée. Personne n'est en sécurité dans ses opinions, sa personne, ses facultés ou ses biens. » (Cf., The Founders' Constitution Volume 1, Ch 16, Document 23)

En France, la liberté d'expression n'est plus qu'une belle idée ancienne. Les dernières lois (Cf., article du 19 novembre 2018, dans mondialisation.ca : l'avalanche liberticide appelle à la résistance) posent répétitivement les limites de ce qu'elle représente aujourd'hui.

Ouvrons cette parenthèse. Depuis la loi Gayssot du 13 juillet 1990, jusqu'aux dernières sur les « fakes news » de Macron en novembre 2018, la liberté d'expression est devenue dérisoire en France. Les citoyens peuvent être sévèrement condamnés pour un oui ou pour un non, au nom d'un soi-disant « discours de haine » ou « d'incitations à la haine raciale » ou « d'antisémitisme », alors que la Constitution garantit la liberté d'expression.

Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto-dérision traditionnelle ou même la satire. Les Coluche ou Desproges sont inimaginables aujourd'hui : ils seraient condamnés devant les tribunaux ! Un Dieudonné, quelles que soient ses opinions, est condamné par les tribunaux et harcelé par la police de la dictature française pour interdire aux sympathisants la participation à ses spectacles, car de toute évidence, la liberté de pensée et d'expression n'existe plus en France, Patrie des Droits de l'homme ! Frédéric Taddeï a été viré de France Télévision pour avoir dit la vérité sur l'engagement criminel de l'Etat Français dans la coalition illégale de Doha au service des intérêts d'Israël en Syrie et ce journaliste travaille désormais sur RT France ; Natacha Polony a, elle aussi, été virée de partout. Elle a été obligée d'organiser son indépendance. Elle anime entre autres choses les activités du Comité

Orwell. Michel Onfray s'est fait virer des TV et des Radios de France et de Navarre pour avoir osé publier un écrit satyrique sur Macron et critiquer les partisans du pacte de Maastricht. Des pressions venant de l'Etat terroriste français ont été organisées pour l'empêcher de continuer son Université populaire. Le but était d'étouffer la voix du philosophe qui a été jugé, par la macronie, dissident et véhiculant des idées incompatibles avec la vision dictatoriale de la politique fasciste ultra libérale qu'elle pratique. D'autres journalistes avaient déjà été censurés avant eux, comme Jean-Loup Izambert sur la Syrie en 2015 ou Paul Moreira sur l'Ukraine en 2016...

Dans les « élites » politiques, il n'y a plus personne aujourd'hui en France qui pourrait prononcer cette parole attribuée traditionnellement à Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais pour que vous puissiez le dire librement. » Cette liberté est devenue impensable en France! Comment en est-on arrivé là?

Les chiens de garde habituels que l'on entend dans les médias collabo du système, nous sidèrent par leur pratique d'un psittacisme journalistique déconcertant ou des paralogismes informels en continu à travers lesquels ils prennent constamment les gens pour des idiots. Ils finissent par nous gaver avec leurs fixations et nous rappellent bien souvent Simone de Beauvoir qui disait si justement dans « Les Mandarins » (1954) : «Ces gens ont l'air de croire que le vide de leur cerveau leur meuble les couilles!»

Ces « gens » en question sont, en vrac, les Jean-Michel Apathie, les Christophe Barbier, les Hervé Gattegno, les Patrick Cohen et autres BHL, bref, la cohorte des abrutis du même acabit que l'on subit à longueur de temps sur les ondes et qui polluent la vie publique française, et en particulier lorsqu'ils délirent sur les Gilets-jaunes...

Fermons la parenthèse.

Des lois qui ne sont pas compatibles avec la Constitution, sont illégitimes et sans valeur. Si un citoyen peut être condamné à de la prison ferme alors qu'il dit une vérité historique avérée, vérifiée, ou parce qu'il plaisante, simplement parce qu'une représentation législative s'est emparée d'un pouvoir qu'elle n'a pas et qu'elle n'a jamais eu, mais qu'elle s'est arbitrairement attribué, nous ne pouvons plus parler de démocratie mais de dictature. Une loi qui n'est pas compatible avec la Constitution écrite par le peuple n'a aucune légitimité et le citoyen a le devoir de s'opposer à cette loi qui n'a aucune valeur. Il est même tenu à la désobéissance civile, puisqu'il est tenu de respecter la Constitution.

Nous pouvons tous constater à quel point nous sommes dans une dérive totalitaire en France, puisque ce qui est naturel et inscrit dans la Constitution est foncièrement contesté par un pouvoir qui s'est attribué le droit de contredire la Constitution en la niant quasi intégralement!

Georges Orwell écrit dans 1984 : «Pour que les grands gardent perpétuellement leurs places, la condition mentale dominante doit être la folie dirigée.» (P.307) (...)

Une Constitution n'a de sens que si elle est respectée. Autrement dit, toute Constitution qui n'est pas respectée cesse d'en être une.

En France la Constitution, en plus d'avoir été modifiée à maintes reprises, sans le consentement du peuple français, a été ouvertement ignorée à de très nombreuses occasions par le Président de la République, notamment par Emmanuel Macron. Les exemples sont pléthore.

François Asselineau, président de l'UPR, a pointé 13 violations de la Constitution française par le Président de la République actuel. Or, selon l'article 68 de la Constitution, une procédure de destitution devrait avoir lieu alors qu'elle ne se fait pas! (Cf., François Asselineau, le 27 décembre 2018, interview BFM TV sur les Gilets-jaunes et sur la destitution d'Emmanuel Macron) (...)

Une Constitution doit protéger de tout abus de pouvoir. Une Constitution doit régler la question du contrôle des élus, de la révocation des élus à n'importe quel moment si ceux-ci ne sont plus dans le respect de leur mission ; une Constitution doit être respectée pour être une Constitution. Une Constitution doit être écrite par le peuple si nous voulons parler de démocratie et installer une démocratie. Seul le peuple est habilité à écrire la Constitution, à amender la Constitution, à modifier la Constitution et à faire respecter la Constitution

par le referendum d'Initiative Citoyenne, révocatoire ou autre, si quelqu'un, en cours de mandat, voulait s'emparer d'un pouvoir échappant au contrôle du peuple.

La Constitution est là pour protéger le peuple des législateurs. Les législateurs sont là uniquement pour nous rendre service : détailler les règles qui impérativement doivent être absolument compatibles avec la Constitution écrite par le peuple et qui reste la vraie et fondamentale volonté du peuple et souveraineté du peuple supérieure à toute autre loi ne pouvant que venir confirmer ce que dit la Constitution. Toute loi qui viendrait contredire la Constitution est d'office illégitime et non valide : elle doit être abrogée immédiatement et aucun citoyen ne peut ni ne doit respecter une loi qui contredit la Constitution ou qui s'oppose au respect de la Constitution. Ce ne sont pas les « représentants » du peuple qui sont habilités à écrire les règles de leur propre « représentation ». C'est au peuple d'écrire les règles qui définissent le travail de ses représentants.

Tous ceux qui considèrent qu'ils ont un « pouvoir », ne peuvent évidemment pas se mettre à écrire les règles qui vont contrôler leur propre « pouvoir ». Pourtant c'est ce qui se fait continuellement depuis longtemps en France. Le peuple doit abroger cette perversion et définir dans la Constitution ce qu'est le rôle du « représentant serviteur du peuple » et non pas « détenteur d'un pouvoir sur le peuple ».

Le problème qui est celui du peuple, c'est la dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Les marchands, les financiers, les spéculateurs se sont emparés du pouvoir en écrivant les lois à la place du peuple. Ils ont donc rédigés les lois en vertu de leurs intérêts marchands, contre ceux du peuple dépossédé de sa souveraineté constitutionnelle. De fausses constitutions ont remplacé la Constitution.

Dès qu'on lit, par exemple, l'Article 3 de la Constitution française actuelle on trouve cette affirmation illégitime: « La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants... » Autant dire qu'on se moque ouvertement du peuple. Cela veut dire que les « représentants » détiennent le pouvoir qu'ils exercent au nom du peuple et le peuple accepte implicitement d'être dépossédé habituellement de son pouvoir par le fait même. Dire ensuite que le referendum est également prévu par cet article n'a plus beaucoup de sens puisque ce sont les « représentants » qui vont décider à quel moment un referendum doit avoir lieu et en définissant ses modalités.

La seule façon d'organiser une démocratie représentative qui n'aille pas dans ce type de falsification, c'est de la penser à partir du plus petit échelon : la commune. Les représentants locaux sont choisis par la population locale. On les connaît, on les voit faire leur travail, on les contrôle en direct et on se donne le droit de pouvoir les révoquer si leur travail n'est pas satisfaisant ou s'il va dans le sens contraire des intérêts du bien commun.

Ensuite, nous déléguons au niveau départemental les décisions que nous ne pouvons pas prendre au niveau local. Par une fédération pensée d'en bas, s'organise le processus de la délégation et non pas à partir d'en haut. Une fédération pensée depuis le haut est une caricature de démocratie.

C'est l'exemple de l'Union Européenne qui veut organiser une fédération de pays mais à partir de Bruxelles, à partir de « représentants » que personne n'a élus et qui ne représentent donc personne, mais qui nous imposent en revanche leur « Constitution » et les traités, sans que les peuples ne se soient en rien prononcés. On se rappelle que même les consultations par referendum sur la Constitution européenne, ayant donné un résultat négatif pour plusieurs pays, ont été ignorées et imposées à tous par les « représentants » détenant un pouvoir qui, par conséquent, ne venait pas des peuples!

Le fait que le citoyen devienne un citoyen constituant, lui permet d'écrire lui-même le fondement du droit dans la Constitution, parce qu'il est le souverain.

Les voleurs de pouvoir, les oligarques, les « élites » politiques, ont absolument intérêt à placer la sphère des prises de décisions le plus haut possible : pour eux un pouvoir exercé par un Gouvernement mondial constitue ce qu'il y a de plus souhaitable. Le communal est balayé depuis longtemps, puis même le national a été balayé à son tour. Actuellement c'est la gouvernance supra nationale de l'Union Européenne qui logiquement a été pensée par des « élites » pour nous conduire tout droit vers la gouvernance mondiale! Le processus est évident. C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se rendent parfaitement compte qu'ils ont été dépouillés de toute souveraineté. Ils ont été trompés, abusés, volés, arnaqués. On les a dépossédés

de leur volonté démocratique : ils n'ont plus rien en mains et ne peuvent plus rien réclamer. Ils n'ont aucune souveraineté mais seulement un devoir de soumission radicale. (...)

C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se remettent à voter en Europe pour les candidats des partis nationalistes. Ce réflexe est bien entendu erroné, puisque faire appel à des candidats nationalistes ne redonnera pas la souveraineté au peuple. Il s'agirait plutôt de redevenir citoyens constituants, afin de retrouver la démocratie qui redonne la souveraineté au peuple, qui permet au « démos » d'exercer le « cratos » (Du grec Demos, le peuple, Cratie le pouvoir - LVOG).

Les « élites » de Bruxelles, plus exactement les « juges européens » ont décidé en 1964 que « le Droit européen serait désormais supérieur au droit constitutionnel de chaque nation »! Aucune Constitution nationale ne serait supérieure à la Constitution européenne, qui pourtant n'est pas une Constitution puisqu'elle n'a pas été écrite par les peuples européens. Ce qui fait que tous les peuples européens ont été, déjà à cette époque-là, dépossédés ipso facto de leur souveraineté. Ces juges européens n'avaient aucun mandat électoral pour faire ce coup d'État juridique: ils ont pratiqué le « putsch juridique ».

Les « élites » politiques nous trahissent en permanence depuis tout ce temps, car ils vendent nos richesses et ils les donnent même, puisqu'en réalité ils en vivent très grassement. Toutes ces « élites » politiques s'enrichissent sur le bradage de nos richesses, de nos acquis, de nos biens... sans jamais nous demander notre avis sur rien. Les élus ne vendent pas seulement les richesses des peuples, mais aussi leur souveraineté aux plus offrants pour eux-mêmes. Or, les élus ne sont pas propriétaires de la souveraineté. Au nom de qui et de quoi se permettent-ils de vendre quelque chose qui ne leur appartient pas?

Le comportement des élus au niveau européen, comme actuellement au niveau de chaque pays européen, est à l'image d'un locataire qui déciderait arbitrairement de vendre l'appartement dans lequel il vit, en croyant que par le simple fait d'y vivre il en serait devenu le propriétaire!

Le principe du vote tel qu'il est imaginé actuellement dans tous les pays occidentaux, est foncièrement infantilisant : les citoyens sont, par le vote, tenus à l'écart de toute responsabilité. Le citoyen fait de l'élu, un homme de pouvoir ayant le droit de le tyranniser durant toute la période d'exercice de son mandat. C'est l'élu qui détient toute la responsabilité du politique pendant que le citoyen en est dépouillé. L'institution du vote telle qu'elle existe chez nous, infantilise le citoyen, le déresponsabilise, et donc le décourage de toute implication politique. (...)

L'élection telle qu'elle existe actuellement est une véritable incitation au mensonge, avant d'être élu, pendant le mandat et après le mandat pour être réélu! L'élection fabrique nécessairement des maîtres dominants, croyant détenir un pouvoir sur leurs concitoyens, alors que le tirage au sort construit des serviteurs nécessairement contrôlés, puisque non élus sur une confiance a priori, et par obligation attentifs au bien commun. La professionnalisation de la politique et le cumul des mandats fabriquent des tyrans et empêchent la rotation dans l'exercice du service du bien commun, de la « res publica ». C'est le principe de l'élection qui a créé les partis. Les partis n'ont de raison d'être que pour les élections. Ce qui veut dire que la démocratie n'est pas envisageable tant qu'il y a des partis ou des mouvements politiques qui sont plus ou moins des partis déguisés. (...)

Le système actuel de la « représentation nationale » est plutôt un système de domination parlementaire qui est une authentique imposture, une tricherie, une supercherie, un abus. (...)

Enfin, il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté monétaire en même temps. Le coup de la monnaie unique gérée par une banque centrale européenne interdisant aux banques nationales de jouer leur rôle naturel auprès de chaque État nation, était un enchaînement radical imposé à tous les citoyens de tous les pays de l'Union Européenne et une manière absolument perverse d'écraser toute souveraineté possible des peuples.

Nous ne disposons plus d'aucune souveraineté politique à partir du moment où nous avons accepté de perdre la souveraineté monétaire. En France, cette capacité à fabriquer sa propre monnaie a été abandonnée le jour où l'Union Européenne a décidé de créer la monnaie unique et de passer à la fondation de la BCE. Le 1er juin 1998, la Banque centrale européenne prenait la place de l'Institut monétaire européen. Six mois plus tard, le 1er janvier 1999, onze États membres (sur les 15 qui composaient alors l'Union européenne) intégraient la troisième phase de ce projet de monnaie unique et acceptaient la fixation

irrévocable des taux de conversion de leurs monnaies. La zone euro était en place et la souveraineté des peuples irrévocablement perdue.

Dès lors, demander aux Français en 2005, s'ils acceptaient par referendum la « Constitution européenne » qui n'en était pas une, puisque non écrite par les peuples européens, était une gageure, une farce de mauvais goût. Tout le système était sidéré en apprenant que les Français avaient voté « non », croyant toujours qu'ils avaient leur souveraineté. Très vite, ils allaient découvrir que cette souveraineté avait disparu et que ce referendum était une farce, un simulacre de « démocratie », une manière ultime de vouloir faire dire aux Français qu'ils avaient librement choisi leur enchaînement volontaire! En réalité, il était tout à fait naturel que Sarkozy ait modifié la Constitution française à Versailles et que le « non » des Français sur la Constitution européenne fut transformé en « oui » des Français, le 4 février 2008. Ce « non » des français était anachronique et inimaginable dans ce contexte Maastrichtien dominant qui avait d'office volé la souveraineté du peuple ayant procédé à un referendum n'ayant plus de « légitimité » légale. C'était comme si l'on demandait aux Français, à travers ce referendum, de viser une cible avec un fusil dont on avait supprimé et la balle et le percuteur! Une véritable farce et une injure suprême.

Aujourd'hui, 10 ans plus tard, nous voyons le résultat spectaculaire obtenu par cette moquerie d'une arrogance extrême et hautement injurieuse. Le peuple a compris qu'il s'était fait abuser et qu'il devait se réapproprier sa souveraineté.

En fonction de ce que l'on vient de dire, il est donc évident que tout le système est farouchement sur le pied de guerre contre ce peuple récalcitrant qui n'accepte pas de continuer à se faire voler sa souveraineté.

Ce qui anime les Gilets-jaunes aujourd'hui, constitue une menace extrême pour ce pouvoir des dominants de l'oligarchie européenne. La revendication du RIC est pire que le FREXIT lui-même. Car c'est toute la mécanique souterraine de la fabrication de l'UE telle qu'elle est qui est fondamentalement remise en cause par cette volonté de réappropriation de la souveraineté du peuple et de la politique... Voilà le cauchemar absolu pour les prédateurs de l'UE au pouvoir partout en Europe. Macron est un pion de ce système et il n'est là que pour servir ce système. Il se trouve que les Français lui disent stop! On ne va pas plus loin. Mais, cet homme a été placé là où il se trouve par la volonté du capitalisme ultra libéral au pouvoir en Europe: il a donc des obligations vis-à-vis de ses parrains. Ce qui veut dire qu'il ne peut pas faire autrement que de pratiquer la répression à haute dose ou trouver le moyen de s'enfuir, de s'échapper de ce piège dans lequel il a accepté de se laisser prendre. Il en est à « la fuite de Varenne », en espérant pour lui qu'il passera la frontière, ou à la décapitation politique.

Pour le peuple, il est temps de reprendre la légitimité là où elle est. Et là où elle est n'est pas l'UE. L'UE est diamétralement opposée à la revendication des Gilets-jaunes et ne peut tolérer la revendication des Gilets-jaunes. Elle va donc déclencher une répression spectaculaire en Europe, puisque les Gilets-jaunes font des émules dans toute l'Union. Cette répression est logique, Bruxelles sera obligée d'en arriver là.

C'est la raison pour laquelle nous avons toutes les « chances » de voir « fleurir » le terrorisme partout dans l'UE, car il faut maintenir par la peur tous ceux qui veulent s'opposer à ce vol de la souveraineté des peuples. Les Français seront sévèrement punis. Les agents dormants ou les mercenaires de l'OTAN/CIA seront réactivés partout en Europe. La menace de guerre sera exaspérée. L'UE tentera de trouver un ennemi extérieur (déjà tout trouvé : la Russie) pour y détourner les tensions internes exaspérées. Déjà la macronie a ouvertement accusé la Russie d'être derrière la révolte des Gilets-jaunes! La manipulation des peurs sera accentuée via les medias aux ordres. Il est hors de question pour ce système que le peuple puisse sortir de cet enfermement qu'il a si bien construit au bénéfice exclusif de la caste des oligarques et des financiers au pouvoir.

Les européens sont là pour enrichir ce monde des privilégiés et ce monde des privilégiés est tout à fait prêt à exterminer les récalcitrants. Qu'on se le dise clairement sans avoir peur des cris d'orfraie que les gardiens de la dictature européenne vont pousser assurément avec l'hypocrisie dont elle a le secret, en écoutant ce type de discours qui sera aussitôt qualifié de « complotiste » ou de « populiste » ou de « radicalisé »...

Dans un premier temps, le plus grand bouleversement à opérer désormais, c'est celui d'une restauration du « citoyen constituant ». A partir de là, il est possible de penser le RIC (referendum d'initiative citoyenne) en imaginant une démocratie directe ou une démocratie représentative à condition qu'elle le soit depuis l'échelon le plus petit et toujours selon l'initiative venant d'en bas. Il s'agit pour les citoyens de réécrire la

Constitution et de la faire rigoureusement respecter : ce qui entraîne avant tout l'abolition de la 5^e République, mais aussi que la Constitution de Lisbonne (le Traité de Maastricht) ne puisse pas être supérieure à la Constitution française, jusqu'au moment où tous les peuples européens auront décidé de réécrire ensemble une nouvelle Constitution de l'Union Européenne.

On peut déjà là se rendre compte à quel point la situation est beaucoup plus dangereuse qu'elle n'en a l'air. La revendication des Gilets-jaunes est totalement grotesque, absolument anachronique pour Bruxelles et ubuesque pour les « élites » qui ont clairement opté, comme Jacques Attali, pour le modèle dictatorial actuel de l'UE. Ce qui est inacceptable et qui est un véritable désastre pour la majorité des modestes maltraitée par l'injustice sociale et l'injustice fiscale, est un succès pour les « élites » au pouvoir à Bruxelles, car elles ont planifié volontairement ce désastre pour les « sans-dents », puisqu'il fallait abolir la démocratie, tout ce qui donnait la souveraineté aux peuples, tout ce qui pouvait rendre fort les États afin de faire triompher un Nouvel Ordre Mondial. Ce nouveau monde en construction est celui de l'idéologie fasciste d'un ultra libéralisme ne servant que les riches, les nantis, les privilégiés du système, grâce aux masses laborieuses dépouillées de toute volonté démocratique par l'abolition des Constitution en les échangeant par une Constitution qui n'en serait pas une, puisque écrite par la caste de l'oligarchie au pouvoir.

La Révolution française dès ses débuts a exigé l'écriture de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen pour qu'elle puisse aller de l'avant. Aujourd'hui, nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution. Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

Rappel. Quelques chiffres sur la syndicalisation.

LVOG - J'ai commis une erreur dans une ou plusieurs causeries. J'ai confondu le pourcentage de travailleurs dans les secteurs privé et public et celui des syndiqués dans ces deux secteurs, mes excuses. Bon à quelques pourcents près cela ne changeait rien à mes conclusions.

- Etabli à 30,1% des salariés en 1949, il est passé à 17% en 1967, avant de remonter légèrement à 20% l'année suivant les événements de mai 1968. Il a ensuite chuté tout au long des années 1980, atteignant même 9,4% des salariés en 1993. Stagnant autour de 10,7% entre 1996 et 2005, il est par la suite légèrement remonté à 11% des salariés en 2013, avant d'atteindre son niveau actuel.

En 1950, 30 % des salariés adhéraient à un syndicat, contre 11 % aujourd'hui. Un chiffre désormais stable, mais avec une grosse différence entre le public et le privé. Dans la fonction publique, 20 % des salariés sont syndiqués, alors qu'ils sont seulement 9 % dans le privé, énumère notre journaliste Jean-Paul Chapel. Aujourd'hui, le nombre d'adhérents revendiqués par les syndicats est d'environ 2,3 millions. C'est peu, mais ça reste plus que les adhérents des partis politiques ; il y en a à peine un million, soit moins de 2 % des électeurs inscrits". (Quand on soustrait les syndicats jaunes, de cadres, les retraités, le chiffre tombe sous la barre de 1 million. Et il faut diviser par 8 à 10 celui des effectifs des partis ouvriers. - LVOG)

Dans l'ensemble, le rapport (du Ministère du Travail - ndlr) montre quatre grandes disparités. La première concerne le type de structure: en effet, la fonction publique conserve un taux deux fois plus élevé, à 19,1% (contre 19,8% en 2013), à comparer aux 8,4% des secteurs privés (8,7% trois ans plus tôt). La baisse du premier secteur est toutefois plus notable en trois ans.

Le taux de syndicalisation augmente avec l'âge du salarié: 14,9% des 50 ans et plus sont adhérents, contre 3,7% seulement des moins de 30 ans.

Si 12,3% des professions intermédiaires sont syndiquées, ce chiffre tombe à 11,2% chez les cadres, 10,8% chez les employés et même à 9,7% chez les ouvriers.

«la syndicalisation est associée à la stabilité de l'emploi»: moins la situation du salarié est pérenne, moins celui-ci sera engagé dans un syndicat. Ainsi, 1% seulement des salariés en intérim appartenaient à une structure, et 2% chez les salariés en CDD.

4,1% seulement des salariés étaient syndiqués dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, contre 9,6% dans l'enseignement, la santé et le social, et jusqu'à 18%, soit près d'un salarié sur cinq, dans les transports. FranceInfo 24.05.2018 et Le Figaro 09.10.2018

"Des critiques, des accusations, des humiliations" : Macron est bien un pervers narcissique !

LVOG - Apparemment, la "marionnette" fait subir au peuple, ce qu'il subit de la part de sa Barbie toute fripée.

- Comment les pervers narcissiques font de l'insulte un instrument de pouvoir - Le HuffPost 8 janvier 2019

Il s'agit, comme expliqué dans cet article du HuffPost américain, d'une forme de violence morale, qui peut aussi s'exercer à travers des critiques, des accusations, des humiliations. Elle peut aussi se caractériser par des tentatives de destruction psychologique en rabaissant la personne et en donnant de l'affection au compte-gouttes pour garder le contrôle de la relation.

Ces insultes sont une manière pour le pervers narcissique de prendre sa victime au piège. Constamment rabaissée par des réflexions blessantes, la victime finit par être persuadée qu'elle ne vaut rien sans lui. "Il me fait un lavage de cerveau. Je ne suis plus qu'une marionnette dont il manie les ficelles à sa guise. Je n'ai plus de pensées propres. Je subis sans consentir", racontait ainsi auprès du Monde une victime de pervers narcissique. Le HuffPost 8 janvier 2019

Le documentaire portait sur "*l'emprise psychologique et la violence verbale exercée par les pervers narcissiques sur leur conjoint*".

Macron non plus n'a "*plus de pensées propres*" ! En a-t-il eu un jour? Il est permis d'en douter fortement, après avoir été pris en charge par sa mémé à l'âge de 15 ans, plus tard, c'est Attali, Minc, Jouyet et Cie. qui prendront le relais, un pur décérébré !

Révéléateur. Macron, Philippe, Castaner, etc. des cas qui relèvent de la psychiatrie.

- «Il faut réfléchir à une psychiatrie plus humaine, moins axée sur la sécurité» - Liberation.fr 8 janvier 2019

Contrôleuse générale des lieux de liberté depuis plus de quatre ans, Adeline Hazan alerte sur la baisse des effectifs e sur les dérives en cours dans certains établissements. Liberation.fr 8 janvier 2019

Macron n'en souffrira pas plus tard !

Même la fabrication du consentement est enrayée !

- La popularité de Macron et de Philippe repart à la hausse - Franceinfo 8 janvier 2019

Plus de sept Français sur dix (72%, -4) jugent toutefois négativement l'action du président de la république. Franceinfo 8 janvier 2019

Ca c'est con, ils ne peuvent plus le camoufler.

Le régime craque de partout, achevons-le !

Macron est "le chef des armées", mais pas du peuple insurgé ! On se fait passer pour le chef de ce qu'on peut !

LeParisien.fr - Emmanuel Macron supprime ses traditionnels rendez-vous des vœux - LeParisien.fr 8 janvier 2019 Fini les habituelles cérémonies au monde rural, aux corps constitués, aux bureaux des assemblées, ou encore à la presse. L'an passé, en janvier 2018, pas moins d'une vingtaine de vœux de ce genre avaient ainsi été adressés par le président de la République. Selon nos informations, il fera néanmoins une exception, « et une seule », précise l'Elysée, celle des vœux aux armées qu'il tiendra le 17 janvier sur la base du 1er Régiment du Train Parachutiste, à Cugnax, près de Toulouse. « Il est le chef des armées, donc c'était naturel de maintenir au moins cette cérémonie », précise-t-on. LeParisien.fr 8 janvier 2019

Je n'ai pas titré *on est le chef de ce qu'on peut*, puisque Macron est le chef de rien du tout !

-Mariani claqué la porte des Républicains au nez de Wauquiez - Le HuffPost 8 janvier 2019

-Chantal Jouanno annonce qu'elle se retire du "grand débat national" - AFP 8 janvier 2019

-Nouveau couac du gouvernement sur la taxe d'habitation - LeParisien.fr 8 janvier 2019

LaRem a son syndicat jaune.

- Berger invité du séminaire de rentrée des députés LaRem - Reuters 8 janvier 2019

- Annonces du gouvernement : des policiers déplorent une stratégie «purement sécuritaire» - RT 8 janvier 2019

Après les annonces du gouvernement prônant la fermeté à l'encontre des manifestations des Gilets jaunes, les syndicats et les associations de police s'inquiètent de la stratégie adoptée par l'exécutif et déplorent un manque de dialogue.

Contacté par RT France, le porte-parole de l'association policière Union des policiers nationaux indépendants (UPNI), Jean-Pierre Colombies, a pour sa part vu dans ces déclarations une certaine redondance : «Edouard Philippe dit n'importe quoi. Quand il annonce des sanctions accrues pour les personnes participant à des manifestations non-déclarées, je rappelle que les dispositions existent déjà dans le code pénal, à l'article 431. Il s'agit d'un délit déjà puni par un an d'emprisonnement. Mais le pire est peut-être le message politique que ces déclarations envoient : nous nous trouvons dans une situation où le Premier ministre de notre pays prévoit déjà qu'il y aura des manifestations violentes à l'avenir. A aucun moment, il ne semble se poser la question d'une sortie de crise et il ne parle que du bras de fer. La réponse est purement sécuritaire. C'est un peu court !»

L'ancien gradé en retraite s'interroge : «C'est à se demander si le gouvernement ne cherche pas la confrontation ! Par ailleurs, sur le principe annoncé du "casseur-payeur", Philippe ne fait qu'annoncer des choses qui existent déjà... Il veut faire payer les casseurs ? Je rappelle que c'est déjà prévu à l'article 222-13 alinéa 4 du code pénal. C'est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et ça va jusqu'à cinq ans en cas de violences physiques. Je ne sais pas qui est son conseiller justice, mais ce que fait le gouvernement actuellement, ça me rappelle les années Sarkozy. On montre les muscles, mais on n'est pas dans la réflexion, on ne cherche pas à savoir où tout cela va mener.»

Jean-Pierre Colombies déplore également l'idée consistant à constituer un nouveau fichier : «Cette idée vient des syndicats. On veut dupliquer la loi anti-hooligans. Mais ce qui est applicable dans ce contexte particulier ne l'est pas forcément dans celui des Gilets jaunes. Les supporters de football sont très identifiables, ils soutiennent toujours la même équipe et se rendent dans les espaces fermés que sont les stades. Par contre, comment va-t-on s'assurer que tel ou tel manifestant violent va participer à telle ou telle manifestation ? A laquelle va-t-on leur interdire de venir ? Cette mesure me paraît inapplicable et du point de vue des données personnelles, j'imagine qu'elle sera au moins questionnée par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ou retoquée par le conseil d'Etat. De plus, des fichiers existent déjà, les manifestations sont filmées par les forces de l'ordre. Ces personnes violentes ne sont-elles pas déjà connues des services de renseignement ? Bien sûr que si ! Tout cela n'est que gesticulation !»

Concernant les effectifs impressionnants qui sont annoncés par le Premier ministre, l'ancien policier n'est pas plus optimiste : «On va dire aux policiers qu'ils doivent poser le doigt sur la couture et retourner au combat, mais les flics sont déjà sur-sollicités ! Je pense qu'avec cette logique, on va vers une configuration d'accident. Il y a actuellement une polarisation des images et des actes de la part du gouvernement. C'est trop facile et dangereux. Les gens attendent de vrais actes politiques, pas des mesurette et surtout pas une invitation à remettre ça ! Le gouvernement se lance dans une stratégie binaire : il y aurait d'un côté le citoyen et de l'autre les forces de l'ordre. Mais la police, ce n'est pas une équipe de gros bras qui serait là pour protéger le gouvernement. La police n'est pas partisane, elle est là pour défendre l'intérêt général. Ce n'est pas "Venez me chercher !"»

Dans un tweet, le syndicat des commissaires de police SCPN a eu une analyse similaire le 7 janvier : «Le dernier mot à la crise doit être politique, issu du dialogue et de la concertation. Ce n'est pas un match Police-GiletsJaunes.»

Jean-Pierre Colombies rappelle également que les policiers montraient des signes de fatigue, voire d'exaspération dans leurs relations avec le ministère de l'Intérieur : «Cette institution était déjà en plein mal-être et épuisée. Edouard Philippe assure : "Nous répondrons présents", mais ce ne sera pas eux sur le terrain, ce seront les policiers ! Ce gouvernement ne peut pas se contenter d'une opposition police-citoyenneté, c'est très dangereux. D'ailleurs, vous remarquerez que l'exécutif ne parle plus des mesures économiques qu'attendait le public, on ne parle plus de la TVA, des taxes sur le carburant, ni surtout de la répartition des richesses, tout cela est totalement noyé dans un discours sécuritaire.»

Répondant aux propos de Christophe Castaner, le syndicat de police VIGI a également considéré que le ministre de l'Intérieur en demandait trop à ses forces de l'ordre et a déclaré sur Twitter : «Apportez des réponses politiques pour que nous ne soyons plus insultés à votre place, que nous n'ayons plus à prendre des coups à votre place. Ce n'est pas la République qu'ils veulent outrager, mais le gouvernement. Par contre honte à eux de s'en prendre aux mauvaises personnes.» RT 8 janvier 2019

L'oppression, la répression, le matraquage, le gazage, le flicage, l'arrestation préventive : C'est la liberté !

- Les libertés passent par la casse fichier - Liberation.fr 8 janvier 2019

Parole de nervi ou pousse au crime.

- «Qu'ils se servent de leurs armes»: un ex-ministre appelle à tirer sur les manifestants - sputniknews.com 08.01

Interrogé sur les violences contre les forces de l'ordre lors de manifestations des Gilets jaunes, Luc Ferry, philosophe et ancien ministre de l'Education nationale, a estimé que les forces de l'ordre devraient avoir le droit d'ouvrir le feu et a également appelé à faire intervenir l'armée.

«On ne donne pas les moyens aux policiers de mettre fin aux violences», a-t-il affirmé.

«Quand on voit des types qui tabassent à coups de pieds un malheureux policier [...] Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois. Ça suffit!»

«On a, je crois, la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies.»

Toutefois, mardi après-midi, Luc Ferry est revenu sur ses propos et a assuré que les armes dont il parlait était l'équipement non-létal des forces de l'ordre et qu'il ne voulait pas que les policiers tirent à balles réelles sur les manifestants.

Je n'ai évidemment jamais appelé à tirer sur les gilets jaunes dont je défends le mouvement depuis l'origine. Je demande simplement que les policiers puissent se servir comme ils le demandent de leurs armes non létales quand certains cherchent carrément à les tuer. Clair? sputniknews.com 08.01

Il fait dans son froc, tu as peur de prendre une balle ?

La confrontation est inévitable et Mélenchon l'apprenti sorcier la craint.

- "Gilets jaunes": Mélenchon fustige Luc Ferry, pour qui les policiers doivent "se servir de leurs armes" - AFP 9 janvier 2019

"Quand on voit des types qui tabassent à coup de pied un malheureux policier par terre, que (les policiers) se servent de leurs armes une bonne fois! Ca suffit, ces nervis d'extrême droite et extrême gauche ou des

quartiers qui viennent taper des policiers. (...) On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies", a tranché lundi l'ex-ministre de l'Education (2002-2004) sur Radio Classique.

De quoi suscité la colère de plusieurs personnalités de gauche. "Avez-vous entendu quelqu'un de la majorité parlementaire, du gouvernement ou de LREM condamner de tels propos? Ils m'inquiètent au plus au point", s'est insurgé dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux Jean-Luc Mélenchon, dénonçant des "excès".

Le patron des députés LFI lance un appel à des "casques blancs, c'est-à-dire des personnes respectées, tranquilles, dont la présence ferait baisser les tensions". "Ne laissez pas ces violents qui sont au gouvernement manipuler l'opinion, et surtout vous mêmes, en vous poussant à aller là où je sais que vous ne voulez pas aller, dans la violence", a-t-il poursuivi.

"Nous n'avons aucun intérêt à faire croire que la violence serait du côté du peuple", a dit M. Mélenchon. "C'est en y venant de plus en plus largement en famille qu'on arrivera à augmenter la pression sur ce gouvernement et à faire baisser la tension." (Ne l'écoutez pas, je vous déconseille absolument d'y aller avec vos enfants, il est dingue, quel irresponsable, pauvre type ! - LVOG)

Le leader de LFI s'est dit "inquiet" de "la détermination irresponsable d'un gouvernement à aller de plus en plus loin dans une confrontation avec le peuple français". AFP 9 janvier 2019

II «se croit à la guerre»

- Une enquête ouverte contre le masque de tête de mort d'un policier à Toulouse - sputniknews.com 08.01

D'après la préfecture de la Haute-Garonne, citée par franceinfo, il s'agit d'un agent «intégré au dispositif de sécurisation de la manifestation». Une source policière contactée par France 3 affirme que ce dernier portait la cagoule «sans arrière-pensée» et l'a retirée après un rappel à l'ordre d'un membre de sa hiérarchie.

Dans le même temps, une enquête administrative s'est ouverte pour identifier le policier et les motivations qui l'ont poussé à porter ce masque, assure la préfecture qui estime que le port de ce type d'équipement est «inapproprié et inadmissible». Elle rappelle en outre que les policiers «ne sont anonymisés sur la voie publique que s'ils font partie de services spécialisés dans la lutte antiterroriste ou le renseignement».

Pour le secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) François Mignard cité également par franceinfo, lorsqu'un membre des forces de l'ordre «se balade avec ce genre de choses», il «se croit à la guerre». «Il y a une espèce de fossé qui se crée» ainsi entre policiers et manifestants, «vus comme des ennemis», insiste-t-il. sputniknews.com 08.01

Édouard Philippe : "*Un discours de guerre civile*".

- "Gilets jaunes" : "Le gouvernement calomnie le mouvement", estime Coquerel (LFI) - francetvinfo 08.01

Éric Coquerel revient dans les 4 Vérités de France 2, mardi 8 janvier, sur les annonces du Premier ministre la veille au soir. L'exécutif souhaite notamment identifier les casseurs, créer un fichier et les empêcher en amont, s'il le faut, de venir dans les manifestations. "Comme beaucoup de français j'ai été un peu effaré, figurez-vous, parce que l'on nous annonçait depuis plusieurs jours des grandes annonces du Premier ministre (...) il n'a pas parlé depuis le 6 décembre, et ont voit Édouard Philippe arriver et nous faire un discours uniquement sur la question de la sécurité. Il n'a pas eu une réponse sur les revendications politiques des " gilets jaunes", critique le député La France insoumise et co-coordonateur du Parti de gauche.

Coquerel prône la dissolution de l'Assemblée

"Le peuple français n'est pas un peuple à qui on peut faire ingurgiter toujours plus d'injustice sociale à coups de bâton. Ceux qui ont tenté cela dans l'histoire, cela s'est toujours mal terminé pour eux. Il y a de la part du gouvernement une escalade verbale, de calomnie du mouvement, d'utilisation répressive des forces de police, qui me fait dire que ce n'est pas avec un discours de guerre civile qu'on va régler les problématiques déposées par les Français qui veulent une vie plus tranquille et plus juste", tonne le député de Seine-Saint-Denis.

Le gouvernement a lancé un grand débat national qui doit démarrer à la mi-janvier. Mais Éric Coquerel ne fait pas grand cas de l'initiative. "C'est eux qui le disent : on discutera de tout sauf de politique ! On a un peuple qui fait un mouvement très politique dans le sens pur du terme, qui conteste la politique d'injustice fiscale gouvernementale". Pour sortir du blocage, Éric Coquerel évoque des solutions politiques, notamment la mise en place d'une assemblée constituante et une dissolution de l'Assemblée nationale. francetvinfo 08.01

Une réaction salubre et courageuse.

- Christophe Dettinger: une gilet jaune affirme qu'il lui a "sauvé la vie" - Le HuffPost 9 janvier 2019

Ce témoignage sera-t-il de nature à arranger le sort de Christophe Dettinger, placé en garde à vue lundi 7 janvier après avoir été filmé lors de l'acte 8 des gilets jaunes en train de frapper des policiers? C'est ce que veut croire cette manifestante qui a livré ce mardi 8 janvier sa version des faits au micro de RTL.

"J'étais déjà au sol en boule, et Christophe Dettinger est venu et a pris le CRS qui était en train de me frapper et l'a enlevé", affirme-t-elle, assurant que c'est grâce à l'intervention du boxeur qu'elle peut témoigner aujourd'hui. "Il m'a sauvé la vie", assure la jeune femme auprès de la radio, précisant avoir porté plainte au commissariat du XIIe arrondissement de Paris pour violences volontaires.

Lorsqu'il avait expliqué ses gestes dans une vidéo, l'ancien champion de boxe avait justifié ses coups par "la répression" qu'il avait observée tout au long de la mobilisation des gilets jaunes. "J'ai vu la répression qu'il y a eu. J'ai vu la police faire mal à des gens avec des flashballs, j'ai vu des blessés, j'ai vu des retraités se faire gazer", avait-il énuméré.

Selon RTL, "sur les vidéos de l'incident, on peut voir la jeune femme, qui arborait un bonnet phrygien, prise dans un affrontement entre les forces de l'ordre et les manifestants". Le HuffPost 9 janvier 2019

Ils osent tout.

- L'ex-directeur de campagne de Trump a partagé des données internes avec un Russe - Le HuffPost
- L'Italie plonge dans un classement des démocraties - Le HuffPost
- L'UE impose des sanctions à un service de renseignement iranien - Reuters